Fédéralisme, nature et gestion des communautés dans les parcs nationaux en Amérique du nord (Canada, États-Unis)

*Federalism, wilderness and community management in the national parks of
North America (Canada, United States)*

Caroline Moumaneix

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/412>

DOI : 10.4000/eccs.412

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 141-159

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Caroline Moumaneix, « Fédéralisme, nature et gestion des communautés dans les parcs nationaux en Amérique du nord (Canada, États-Unis) », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 72 | 2012, mis en ligne le 02 juillet 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/412> ; DOI : 10.4000/eccs.412

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS DANS LES PARCS NATIONAUX EN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA, ÉTATS-UNIS)¹

Caroline MOUMANEIX

Université de Lille 1 et Paris IV Sorbonne.

Les premiers parcs nationaux sont nés aux États-Unis mais se sont aussi développés au Canada. L'étude comparative des parcs nord-américains montre de multiples échanges sur la Nature et sa protection au sein des parcs nationaux. Le Canada a initialement suivi le modèle états-unien mais a ensuite innové dans la gestion de ses parcs. Plusieurs pistes permettent d'expliquer les différences actuelles grandissantes entre le Canada et les États-Unis : modalités de la conquête du territoire, construction et fonctionnement du fédéralisme, place accordée aux communautés vivant dans les parcs... Le Canada serait-il un modèle émergent ou alternatif ?

The first national parks were created in the United-States but spread to Canada. The comparative study of North-American parks underlines various exchanges about Nature and over its protection in national parks. Canada initially followed the US model but has since innovated in the field of park management. Several leads may explain the actual increasing differences between Canada and the US: forms of territorial conquest and development, impact of federalism on park management, place granted to communities living in the parks... Canada might actually be an emergent or alternative model.

Les parcs nationaux, visités par près de 75,5 millions de visiteurs par an², sont emblématiques du continent nord-américain. Ce dernier, pionnier en matière de protection de la nature, a créé ses premiers parcs à la fin du XIX^e siècle, dans les Rocheuses : Yellowstone en 1872, aux États-Unis, dans le Wyoming, et Banff en 1885, au Canada, en Alberta. En 2011, on dénombre 100 parcs nationaux³ (HÉRITIER, MOUMANEIX 2007) : 43 au Canada, majoritairement localisés au Sud du pays, et 57 aux États-Unis, localisés principalement à l'Ouest du pays.

¹ Cette publication s'inscrit dans le cadre d'une recherche doctorale en cours, sur les parcs frontaliers entre les États-Unis et le Canada, en géographie politique (sous la direction d'Éric Glon, Lille 1) et en Civilisation américaine (sous la codirection de Sophie Body-Gendrot, Paris IV), au sein de deux laboratoires : TVES (Territoires, Villes, Environnement et Société) et le CEUMA (Centre d'Études Urbaines dans le Monde Anglophone).

² D'après Parcs Canada, 2010 et le National Park Service, 2009-2010.

³ D'après Parcs Canada et le National Park Service, 2011.

Carte 1 : Localisation des parcs nationaux en Amérique du Nord

Conception et réalisation MOUMANEIX (2011)

Sources : *Parcs Canada, National Park Service*

Ces parcs sont gigantesques comparativement aux parcs européens : la superficie moyenne théorique d'un parc national nord-américain équivaut à la taille d'un département français. Les plus grands de ces parcs sont de la taille d'une région française. Au milieu de ces immensités vivent plusieurs communautés (Tableau 1). Six parcs canadiens et 44 parcs états-uniens contiennent des communautés, rurales pour la plupart, urbaines pour certaines. Cette présence humaine pérenne dans l'enceinte des parcs est peu connue, mis à

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

part quelques cas exceptionnels au Canada, comme la ville de Banff, dans le parc du même nom, et ses 6 700 habitants⁴.

Tableau 1 : Quelques informations sur les parcs nationaux au Canada et aux États-Unis

Pays	Nbre de P. N. en 2011	Premier P. N.	Superficie moyenne théorique (km ²) ⁵	Parc le plus vaste (km ²)	Nbre de parcs contenant des communautés	Nombre de visiteurs 2009-2010 (en millions)	Parcs les plus visités 2010 (en millions)
Canada	43	Banff Alberta 1885	5 700 ⁶	Wood Buffalo ⁷ 44.807	6	10,9	Banff 3,1
États-Unis	57	Yellowstone Wyoming 1872	6 000 ⁸	Wrangell Saint Elias ⁹ 33.683 ¹⁰	44	64,6	Great Smokey Mountains 9,5

Source : D'après Parcs Canada, le National Park Service et HÉRITIER, MOUMANEIX (2007)

Le Canada et les États-Unis appartiennent au Nouveau Monde, ils présentent tous deux un système politique fédéral, qui gère les parcs nationaux, qui protègent, a priori, la même nature. On pourrait s'attendre à une même gestion de la nature et des communautés dans les parcs. Le terme même de parc

⁴ D'après Statistique Canada, 2006.

⁵ Arrondi aux centaines de km².

⁶ À peu près équivalent à la superficie du département du Cantal, en France.

⁷ Wood Buffalo, Alberta et Territoires du Nord-Ouest.

⁸ À peu près équivalent à la superficie du département de l'Aube, en France.

⁹ Wrangell Saint Elias, Alaska.

¹⁰ Le parc national occupe 33 683 km², la réserve nationale 19 638 km², soit un ensemble de 53 321 km².

« national » conduit à penser le contraire. En effet, une différence majeure entre un parc « national » et un parc « naturel » repose sur la corrélation entre « parc » et « nation » (FIGUEIREDO 2008). Chaque État correspondant à un territoire, une nation et un gouvernement, il semble que les parcs nationaux d'un État sont bien différents de ceux d'un autre État. La conception de la nature, sa place dans la société et dans l'identité collective, façonnent la manière dont les parcs sont perçus et gérés. Les points communs sont indéniables entre le Canada et les États-Unis mais les différences sont bien réelles. Ainsi, la réalité sur le terrain souligne ces aspects.

Points communs entre le Canada et les États-Unis

Création des premiers parcs au monde

Les premiers parcs nationaux sont nés dans les Rocheuses d'Amérique du Nord. Yellowstone fut créé par le Congrès des États-Unis en 1872, dans le Wyoming et Banff par le gouvernement du Canada 13 ans plus tard, en 1885, dans l'Alberta (province créée en 1905). Ces parcs sont « nationaux » et gérés par le pouvoir fédéral. Le contexte politico-historique nous apprend que cet état de fait est presque le produit du hasard.

Le premier parc « naturel » au monde a été créé par le Congrès américain en 1864, en Californie : Yosemite. Il ne deviendra « national » qu'en 1890. Le Congrès s'était déchargé de la gestion de ce nouveau parc sur l'État de Californie (créé en 1850) 16 ans auparavant. La situation est toute autre pour Yellowstone car, au moment de sa création, l'État du Wyoming n'existait pas encore. Étant localisé dans un territoire au moment de sa création, le parc de Yellowstone devait être géré par le gouvernement fédéral. Ainsi, l'adjectif « national » prenait d'autant plus de sens : le fédéral administre un parc « national » (FIGUEIREDO 2008). Il en a été de même pour le parc de Banff au Canada : l'Alberta n'est devenue une province qu'en 1905, 20 ans après la création du parc qui devait, par conséquent, être administré par le gouvernement fédéral puisqu'il était localisé dans un territoire.

Protéger la *wilderness*

Au Canada comme aux États-Unis, l'objectif des parcs nationaux est de protéger la « grande nature sauvage » ou *wilderness*. Cette notion est difficile à cerner pour des Européens car elle a été façonnée par les colons américains, fortement influencés par la religion, le transcendantalisme et leurs expériences sur place (GLON 2006). L'organigramme suivant (Fig. 1) propose une synthèse

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

de la polysémie de ce mot qui désigne un espace autant attractif que répulsif, un territoire à conquérir puis à exploiter et une nature précieuse à protéger. Cette conception de la Nature exclut l'Homme¹¹ :

Figure 1 : La polysémie de la *wilderness* américaine, pensée par les colons

Conception & réalisation MOUMANEIX (2011)

La conquête de l'Ouest

Le Canada et les États-Unis ont en commun le mythe de l'Ouest et sa conquête. La formation du territoire s'est principalement faite entre les XVIIIème et XIXème siècles, à travers la conquête de l'Ouest et l'occupation

¹¹ Cette conception s'oppose à celle des populations autochtones dans laquelle l'Homme et la Nature sont en symbiose.

progressive du territoire par les colons. Le tableau suivant (Tableau 2) retrace les grandes lignes de cette conquête :

Tableau 2 : Chronologie comparative entre les États-Unis et le Canada

	États-Unis	Canada
Indépendance	1783	1867
Conquête de l'Ouest	1785-1890	1870-1830
Voie ferrée Est-Ouest	1869	1885
Premier parc national	1872 Yellowstone	1885 Banff Source

Source : d'après AVOCAT (1981), HARRIS (2006), HÉRITIER (2006)

Le décalage temporel entre les États-Unis et le Canada est bien réel. Le Canada obtient son indépendance 84 ans après les États-Unis, sa liaison ferroviaire entre l'Atlantique et le Pacifique est achevée 16 ans après les États-Unis et le parc de Banff est créé 18 ans après Yellowstone. Cependant, d'autres aspects de la chronologie prouvent l'avancée rapide du Canada : la conquête de l'Ouest canadien est achevée en 40 ans, alors qu'il aura fallu 105 ans aux États-Unis pour atteindre le Pacifique, et la « conquête » canadienne est terminée un demi-siècle avant celle des États-Unis. Il n'aura fallu que 18 ans à la jeune nation canadienne pour créer son premier parc national, contre 96 ans pour les États-Unis. Le détail de la chronologie de la conquête et de la formation du territoire souligne ainsi certaines différences entre les États-Unis et le Canada (HARRIS 2006).

Divergences entre le Canada et les États-Unis

Les wilderness nord-américaines

La wilderness canadienne diffère de la wilderness états-unienne. Les Canadiens ont une vision plus négative de la nature que les Américains. Cela s'explique en partie par les modalités de la colonisation et par les contraintes physiques. Aux États-Unis, les vagues de colonisation étaient relativement importantes et régulières. L'occupation du territoire a été assez progressive et continue de l'Est à l'Ouest, avec une mise en valeur systématique. Au Canada, les vagues de colons étaient moins nombreuses et plus irrégulières. L'occupation du territoire a été fragmentée, discontinue et non systématique, à l'Est, puis à l'Ouest et enfin au centre. Le climat, plus froid, humide et rigoureux au Canada, et la couverture forestière plus vaste et moins pénétrable qu'aux États-Unis ont contribué à freiner la colonisation homogène du territoire canadien (GLON 2006, HARRIS 2006). Le principal facteur explicatif est l'emprise de la Compagnie de la Baie d'Hudson sur la terre de Rupert.

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

La compagnie de la Baie d'Hudson a été propriétaire de la terre de Rupert pendant près de deux siècles (1670-1869). Ce vaste territoire couvrait environ quatre millions de km², soit 34 % du territoire canadien, au centre-ouest du pays. La terre de Rupert a constitué un obstacle de taille pour la colonisation du Canada (GLON 2006). Devant la pression des colons, la compagnie a mis en place une stratégie de communication pour maintenir son emprise territoriale et son monopole sur celui-ci : de faux récits circulaient et insistaient sur la nature effrayante et dangereuse de ces terres ainsi que sur l'impossibilité de pratiquer l'agriculture. Avec une telle « publicité », la terre de Rupert est restée à l'écart de la colonisation et l'image négative de la nature s'est enracinée dans l'imaginaire des colons canadiens. Il faut attendre 1869 pour que le gouvernement fédéral acquière la terre de Rupert, et 1870 pour que le monopole de la compagnie de la baie d'Hudson soit aboli.

Une fois la terre de Rupert devenue territoire fédéral, il fallut la rendre accessible, grâce au chemin de fer, afin de permettre sa colonisation et sa mise en valeur. D'où la construction de la ligne de chemin de fer Est-Ouest, débutée dès 1871 et achevée en 1885, la même année que la création du parc de Banff (HERITIER 2006, Site de Banff, 2011). La compagnie canadienne de chemin de fer du Pacifique (Canadian Pacific Railway Company) permit aux hommes et aux marchandises de circuler mais le coût des travaux devait être rentabilisé. La ligne de chemin de fer passait à proximité de Banff et une gare y fut créée dès 1883. Le chemin de fer a donc contribué à rendre accessible des espaces voués à devenir des parcs, devenus ensuite célèbres, notamment grâce aux publicités ferroviaires.

Les enclaves et communautés dans les parcs nationaux

De nos jours, plusieurs communautés vivent dans l'enceinte des parcs nationaux, au Canada comme aux États-Unis. Cependant, leur nombre diffère grandement : sept communautés dans six parcs au Canada (HÉRITIER, 2006), une multitude dans 44 parcs aux États-Unis (Tableau 3) (HÉRITIER, MOUMANEIX 2007, MOUMANEIX 2008). Cet écart s'explique par les modalités de la conquête de l'Ouest, l'occupation du territoire et le rôle du chemin de fer construit en parallèle avec les parcs nationaux.

Tableau 3 : Importance des communautés dans les parcs nationaux nord-américains

	Canada	États-Unis
Nombre de parcs comportant des communautés	6	44
Pourcentage des parcs concernés	16 %	76 %

Source : D'après *Parcs Canada* et *National Park Service*

Les communautés des parcs canadiens sont principalement localisées dans les Prairies et les Rocheuses (Tableau 4), dans des parcs nationaux créés entre 1885 et 1930 (Tableau 5), donc relativement anciens. Ces localisations s'expliquent par la longue emprise de la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui limite les établissements humains pérennes en Terre de Rupert, mais aussi par des mesures prises par le gouvernement fédéral canadien dès 1885. Le nombre de ces communautés a donc été limité, au Canada, contrairement aux États-Unis. Leurs situations demeurent contrastées, tant à l'échelle du Canada qu'à l'échelle locale. À titre d'exemple, la population permanente de ces communautés varie de 160 habitants (Waterton) à 6 700 habitants (Banff) en 2006.

Tableau 4 : Localisation des communautés dans les parcs nationaux canadiens

Provinces	Parcs	Communautés
Manitoba (Prairies)	Mont Riding	Wasagaming
Saskatchewan (Prairies)	Prince Albert	Waskesiu
Alberta (Rocheuses)	Banff	Lake Louise Banff
Alberta (Rocheuses)	Lacs Waterton	Waterton
Alberta (Rocheuses)	Jasper	Jasper
Colombie britannique (Rocheuses)	Yoho	Field

Source : *Parcs Canada*

« L'exception » canadienne

Le Canada s'est singularisé très tôt des États-Unis quant à la place des communautés au sein des parcs. Lors de la création d'un parc, il était courant d'avoir des enclaves privées ou commerciales, soit préexistantes au parc, soit nées grâce au parc. Le gouvernement fédéral du Canada limita le développement autour des sources chaudes découvertes à Banff dès 1885 : dès lors, toute vente,

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

installation permanente ou sauvage devint interdite (OLSSON 2007). Le gouvernement canadien prit également la décision dès 1887, deux ans après la création du parc de Banff, de devenir l'unique propriétaire foncier dans l'enceinte d'un parc (Loi sur les Parcs des Rocheuses) (AVOCAT 1981). Ces décisions s'appliquèrent dès lors à l'ensemble des parcs nationaux créés par la suite.

Le Parlement canadien a motivé sa position en évoquant le problème de compatibilité entre la protection de la nature et du paysage et les intérêts commerciaux des entreprises de service. En devenant le seul propriétaire foncier, le gouvernement fédéral obtient un droit de regard sur le développement des activités et services proposés dans les parcs puisque la loi n'implique pas l'arrêt ou la délocalisation des entreprises visées. Par exemple, dans le parc de Banff, il s'agissait de l'exploitation commerciale et touristique de sources thermales. Les anciens propriétaires contractent alors un bail, long et souvent renouvelable, avec le gouvernement fédéral pour continuer à résider ou à commercer dans les parcs. La durée des baux varie selon les parcs et les communautés de 42 ans minimum à perpétuité (OLSONN 2007).

La loi de 1887 fait du Canada une « exception » par rapport aux États-Unis car elle freine le développement des enclaves déjà existantes à cette date, limite fortement la création de nouvelles enclaves dans les parcs nés après cette date et elle influe sur les frontières des futurs parcs qui peuvent exclure les communautés. Le Canada ne compte aujourd'hui que sept communautés dans six parcs, contrairement aux États-Unis où 44 parcs nationaux renferment des propriétés privées. Ce décalage s'explique aussi par une loi américaine dont les conséquences sont inverses de la loi canadienne : la loi sur le *homesteading* (*Homestead Act*), en vigueur de 1862 à 1986. Cette loi garantissait l'accession à la propriété privée au bout de cinq ans d'occupation effective et de bonification d'une exploitation agricole pour tout citoyen âgé de plus de 21 ans. Cette loi fédérale encourageait la colonisation de l'Ouest américain, ce qui explique la multitude actuelle de propriétés privées dans l'enceinte des parcs, héritage tangible du *homesteading* (MOUMANEIX 2008).

L'exception canadienne va même plus loin. Les communautés dans les parcs, étant très encadrées par le gouvernement fédéral, via Parcs Canada, mais très dynamiques, certaines ont obtenu le statut de municipalités : Banff, en 1990 et Jasper, en 2000. Dans la mesure où le gouvernement fédéral est l'unique propriétaire foncier, ces municipalités comportent 100 % de résidents locataires, situation assez remarquable (HÉRITIER 2006).

Études de cas

Les collectivités dans les parcs nationaux canadiens

Les sept collectivités incluses dans les parcs nationaux canadiens n'ont pas toutes le même profil (Tableau 5).

Tableau 5 : Quelques informations sur les sept communautés des parcs nationaux canadiens (2006)

Nom collectivité	Banff	Lake Louise	Field	Waterton	Jasper	Wasagaming	Waskesiu
Fondation	1886	1890	1904	1910	1913	1916	1925
Parc national	Banff	Banff	Yoho	Lacs Waterton	Jasper	Mont Riding	Prince Albert
Création du parc	1885	1885	1886	1895	1907	1930	1927
Province	Alberta	Alberta	C.Brit.	Alberta	Alberta	Manitoba	Sask.
Statut et rattachement	Town (a.) Improvement District (b.) N°9 of Banff	Hameau (c.) Improvement District N° 9 of Banff	Regional district (d.) of Columbia Shuswap	Hameau (e.) Improvement District N°4 of Waterton	Municipalité spécialisée (f.)	Unorganized (g.) Division (h.) n°17	Unorganized Parc national du Prince Albert
Effectif rési. perm.	6 700	938	3 097	160	4 265	204	205
Rési. non-Canad.	Oui 14 %	Oui 24 %	Oui 8 %	Non	Oui 3 %	Non renseigné	Non
Présence d'autochtones	Oui 1 %	Oui 3 %	Oui 5,5 %	Oui 6 %	Oui 2,5 %	Non renseigné	Oui 5 %
Paysage urbain	Maisons Imm.	Maisons Imm.	Maisons Imm.	Maisons	Maisons Imm.	Maisons	Maisons
% Occup° logements	90 %	75 %	88 %	32 %	87 %	11 %	14 %
Valeur moy. des logements	352 050 euros	173 662 euros	187 282 euros	339 495 euros	266 818 euros	Non renseigné	100 379 euros
Taux de chômage	1,9 %	0 %	2,9 %	8,7 %	4,8 %	Non renseigné	31,2 %

Source : D'après HÉRITIER (2006), Statistique Canada (2011) et Alberta Municipal Affairs (2011)

- Town* : (Canada) ville ayant entre plus de 1 000 et moins de 10 000 habitants, représentée par un maire et un conseil municipal de cinq à sept membres, dont la majorité des parcelles cadastrales font moins de 1 850m² (d'après *Alberta Municipal Affairs*).
- Improvement District* : (Canada) « district d'amélioration » dans lequel le gouvernement provincial (Ministère des Affaires Municipales) est officiellement

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

responsable de toutes les fonctions d'un gouvernement local. Les résidents de ces districts élisent entre cinq et dix représentants, qui forment un conseil consultatif auprès du gouvernement provincial. Un grand nombre de compétences sont en réalité déléguées à ce conseil. Le « district » regroupe plusieurs communautés, comme des « towns », des hameaux ou des « municipalités spécialisées ». Quand un district est localisé dans un parc national, le gouvernement provincial est doublé du gouvernement fédéral pour une gestion partagée (d'après *Alberta Municipal Affairs*).

- c. *Hamlet* : (Canada) hameau d'au moins cinq habitations et rattaché à un district municipal ou à une municipalité spécialisée. Lake Louise est rattaché à Banff (d'après *Alberta Municipal Affairs*).
- d. *Regional district* : (Canada, Colombie britannique) division administrative spécifique à la Colombie Britannique pour les zones non rattachées à une municipalité, équivalent de comté. Se substitue alors au gouvernement local inexistant.
- e. Le hameau de Waterton est rattaché au parc des Lacs Waterton (d'après *Alberta Municipal Affairs*).
- f. *Municipalité spécialisée* : (Canada) statut municipal particulier puisque non soumis à une décision législative pour sa création. Ce type de municipalité doit cependant répondre à une de ces trois conditions : 1/ aucun autre statut municipal ne répond aux besoins des résidents ; 2/ souhait de former un gouvernement local pour encadrer le développement local ; 3/ toute autre circonstance jugée appropriée. Une telle municipalité peut regrouper des communautés rurales et urbaines sous un unique gouvernement municipal. Ces municipalités peuvent avoir une dominance rurale ou urbaine, comme à Jasper (d'après *Alberta Municipal Affairs*).
- g. *Unorganized* : (Canada) qui n'appartient à aucune municipalité.
- h. *Division* : (Canada, Manitoba) Le Manitoba est divisé en 23 circonscriptions électorales ou « division ». La division n°17, dont Wasagaming fait partie, contient plusieurs parcs, dont Mont Riding, au Sud de la province.

Wasagaming et Waskesiu ont été fondées avant les parcs qui les englobent aujourd'hui, contrairement aux cinq autres communautés. La valeur des résidences peut varier du simple au triple d'une communauté à une autre. Les autochtones sont toujours très minoritaires (1 à 6 % des résidents). Certaines communautés ont des effectifs de résidents permanents inférieurs à 200, comme Waterton, Wasagaming et Waskesiu. D'autres ont des effectifs qui dépassent 3 000 habitants à l'année, comme Field, Jasper et Banff. Ces trois communautés partagent aussi le même genre de paysage urbain, le même taux de chômage, faible, le même taux d'occupation des logements, élevé. Il s'agit bien de « sites urbains » (HERITIER 2006). On peut donc émettre l'hypothèse que, d'ici une dizaine d'années, Field obtiendra un statut de municipalité, comparable à celui de Jasper ou de Banff.

Banff, dans le parc national de Banff (Alberta)

La communauté de Banff se localise dans le parc national du même nom, à l'Ouest de l'Alberta, au Canada. Banff est née de la découverte, en 1882, de sources thermales chaudes. Le train la desservit un an plus tard, en 1883. Le site est intégré au parc lors de sa création trois ans plus tard, en 1885. La commune comptait 6 700 habitants permanents en 2006, soit 32 fois plus qu'en 1901 (Statistique Canada 2006, HÉRITIER 2006). Le Plan de Gestion de Banff limite, depuis 2007, la population résidente à 10 000 habitants maximum. Tout résident permanent doit prouver la nécessité d'habiter à Banff, souvent en invoquant un emploi direct ou indirect dans le parc (Banff Community Plan 2007). Le taux de chômage y est donc particulièrement faible (1,9 % contre 4,3 % en Alberta) (Statistique Canada, 2006). Le paysage urbain de Banff présente 2 844 logements, répartis entre des maisons (44,5 % des habitations, Photo 3) et des immeubles (54,2 % des habitations, Photo 1). La valeur moyenne de chaque logement s'élève à 352 050 euros, soit 161 % plus cher que la moyenne de l'Alberta (d'après Statistique Canada 2006).

Banff obtient le statut de municipalité en 1990 (HÉRITIER 2006). Ce changement de statut a pris effet suite à la signature d'une entente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial (Incorporation Agreement). La conséquence principale est le transfert des pouvoirs municipaux du gouvernement fédéral au conseil municipal de la commune (Site de Banff, 2011). Les équipements sont ainsi gérés par la ville, elle-même encadrée par le gouvernement fédéral, via Parcs Canada, puisque la commune est dans un parc, et par le gouvernement provincial, qui possède un droit de regard sur toutes les municipalités de l'Alberta. La commune paye une rente annuelle équivalente à 408 193 euros au gouvernement fédéral, propriétaire foncier. Très concrètement, la municipalité entretient les routes, collecte les déchets, gère le réseau d'adduction d'eau, d'égouts, d'électricité, planifie le développement urbain. Le site propose des épiceries, un hôpital, une poste, une bibliothèque, une cour de justice provinciale, plusieurs hôtels, souvent luxueux (Photo 2), des agences de location de véhicules... (Site de Banff, 2011) Banff possède bien des attributs d'un « site urbain » alors qu'elle se trouve au sein d'un espace rural, un parc national (HÉRITIER 2006). La gestion, particulièrement participative¹², de cette

¹² Dès la fin des années 1990, le processus décisionnel de la commune intègre autant les résidents que les usagers par l'utilisation de consultations participatives, depuis l'étude de Banff et de la vallée de la Bow (*Banff-Bow Valley Study*, 1996) (SWINNERTON, 2002).

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

« icône » touristique pourrait bien devenir un « modèle » pour les autres communautés des parcs nationaux canadiens (SWINNERTON 2002).

Photo 1 : La rue principale de Banff

Source : <http://paulsaulnier.ca/blog/tag/banff/>

Photo 2 : Un luxueux hôtel à Banff : Fairmont Banff Springs Hotel

Source : Site du Fairmont Banff Springs Hotel
<http://www.fairmont.com/NR/rdonlyres/D32E015F-0FA0-408E-8125-22996BB6076F/0/bsh102.jpg>

Caroline MOUMANEIX

Photo 3 : Une maison neuve à Banff

Source : Site de Banff, <http://www.banff.ca/locals-residents/housing/banff-housing-corporation.htm>

McCarthy, dans le parc national de Wrangell Saint-Elias (Alaska)

McCarthy est une petite communauté située dans le parc de Wrangell Saint-Elias, à l'Est de l'Alaska, aux États-Unis. Ce hameau était le lieu d'habitation des mineurs qui travaillaient dans la mine de cuivre de Kennicott, en activité de 1908 à 1938 (DCCED 2011). Une fois la mine fermée, la communauté n'a pas disparu. Elle compte 28 habitants permanents en 2010, presque cinq fois moins qu'en 1920 (DCCED 2011). N'étant pas une municipalité autonome comme Banff, aucune instance locale ne gère, n'aménage la communauté. Les équipements publics comme privés sont très limités : routes non goudronnées, même dans la rue principale (Photo 4), un seul hôtel, modeste (Photo 5), 45 % de la population n'a pas de ligne téléphonique, 70 % des ménages n'ont pas de cuisine, 90 % n'ont pas de salle de bain, il n'y a pas de système d'adduction d'eau, pas de réseau d'égouts, pas de ramassage des déchets, pas de réseau d'électricité, aucun service, ni médecin, ni poste, ni police locale... (DCCED 2000) C'est peut-être le prix à payer pour vivre dans un parc national américain. La population ne s'en plaint pas, au contraire, elle est plutôt fière de vivre « presque » comme les premiers pionniers (Photo 6). Il s'agit aussi souvent d'un choix de vie pour les résidents permanents (MOUMANEIX, 2008).

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

Photo 4 : La rue principale de McCarthy (cliché de l'auteur, 2005)

Photo 5 : L'hôtel de McCarthy, Ma Johnsons Hotel (cliché de l'auteur, 2005)

Photo 6 : Une maison à McCarthy (cliché de l'auteur, 2005)

Tableau 6 : Quelques éléments comparatifs entre Banff et McCarthy, deux mondes opposés

	McCarthy, Alaska	Banff, Alberta
Fondation	1908	1886
Statut	Uncorporated ¹³ Unorganized borough ¹⁴	Town (depuis 1990) Improvement District N° 9 of Banff
Effectif des résidents permanents	28 (2010)	6 700 (2006)
Taux d'occupation permanente des logements	27 % (2010)	90,3 % (2006)
Présence de résidents non citoyens	Non (2010)	Oui, 14 % (2006)
Présence d'autochtones	Oui, 12,5 % ¹⁵ (2010)	Oui, 1 % ¹⁶ (2006)
Paysage urbain	Maisons (2010)	Maisons et immeubles (2006)
Valeur moyenne des logements	52 972 euros (2000)	352 050 euros (2006)
Taux de chômage	80 % (2010)	1,9 % (2006)

Sources : d'après Alaska DCCED (2000, 2010), HÉRITIER (2006) et Statistique Canada (2011)

Banff et McCarthy, créés dans des conditions assez similaires, apparaissent aujourd'hui comme deux mondes opposés (Tableau 6). La population actuelle de Banff est 239 fois celle de McCarthy, le taux d'occupation des logements est faible à McCarthy (27 %) et très élevé à Banff (90 %), la valeur moyenne des logements à Banff atteint plus de six fois celle de McCarthy, le

¹³ *Uncorporated* : (États-Unis et Canada) qui n'appartient pas à une municipalité.

¹⁴ *Unorganized borough* : (États-Unis, Alaska) équivalent de « comté non-structuré ». Désigne une subdivision administrative, créé en 1961, d'un espace rural insuffisamment peuplé pour former un gouvernement local. En son absence, l'État d'Alaska prend le relais et gère notamment l'aménagement, le développement local ou l'éducation. Les zones les plus peuplées de ces comtés peuvent présenter une forme de gouvernement local par le biais de Conseils ou d'Association qui proposent des services. Ces comtés occupent près de la moitié de l'Alaska (970 500 km²) et regroupent 13% de la population (83 136 hab. en 2000) (État d'Alaska, 2001).

¹⁵ 12,5% représente un individu seulement, qui a déclaré être ethniquement à la fois autochtone et asiatique.

¹⁶ 1% représente 85 individus ayant déclaré avoir une identité autochtone.

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

chômage est omniprésent à McCarthy (80 %) et très limité à Banff (2 %). Ces 21 communautés, nées de la conquête de l'Ouest, à proximité de ressources naturelles (mine de cuivre pour McCarthy, sources thermales pour Banff), n'ont pas évolué de la même façon.

Conclusion

Patrie des parcs nationaux, de la *wilderness*, du mythe de la conquête de l'Ouest, l'Amérique du Nord présente cependant des divergences entre ses deux pays constitutifs, le Canada et les États-Unis. La *wilderness* présente différentes acceptions, le milieu physique s'est révélé plus ou moins contraignant, du sud au nord du continent, la colonisation ne s'est pas faite de façon identique, les communautés sont limitées en nombre mais relativement intégrées dans les parcs canadiens, très nombreuses et peu intégrées dans les parcs états-uniens. Banff et McCarthy apparaissent comme deux exemples extrêmes mais bien révélateurs de l'évolution différente du Canada et des États-Unis quant à la gestion des communautés au sein de parcs nationaux.

Le Canada semble bien s'être singularisé de son puissant voisin par ses modalités de conquête et de maîtrise du territoire, par la prépondérance précoce du pouvoir fédéral dans la gestion interne des parcs nationaux, par « l'émancipation » de quelques communautés au sein des parcs, qui obtiennent parfois le statut de municipalité, par le recours précoce à des consultations participatives pour la prise de décision dans les communautés des parcs nationaux. Comparativement, les autorités gestionnaires des parcs aux États-Unis rencontrent de nombreux obstacles à cause des communautés mal intégrées ou de la concurrence des États fédérés. Le Canada apparaît ainsi peut-être comme un modèle novateur alternatif au modèle états-unien.

Bibliographie

- AVOCAT Charles (1981), « Les parcs nationaux canadiens : problématique et évolution », in *Revue de géographie de Lyon*, vol. 56 n° 3, pp. 231-253.
- DEPARTMENT OF COMMERCE, COMMUNITY, AND ECONOMIC DEVELOPMENT (DCCED) (2011), Gouvernement de l'Alaska, Statistiques de 2000 et de 2010, <http://www.commerce.state.ak.us>
- DRAPER Dianne (1997), « Image and Destination : A Geographical Approach applied to Banff National Park, Canada », *Revue de Tourisme*, Association Internationale d'Experts Scientifiques du Tourisme, 2/1997, pp. 14-24.
- FIGUEIREDO Yves (2008), « Du territoire au patrimoine : une histoire politique et culturelle des parcs nationaux américains », in O. Marcel (dir.), *Paysage visible, paysage invisible, la construction poétique du lieu*, coll. Cahiers de la Compagnie du Paysage n° 5. Seyssel : Champs Vallon.
- GLON Eric (2006), « Wilderness et forêts au Canada. Quelques aspects d'une relation homme/nature très ambivalente », in *Annales de Géographie*, n° 649, pp. 239-258.
- HARRIS Cole (2006), « Le Canada et la nature : quelques réflexions à l'échelle d'un pays », *Annales de Géographie*, n° 649, pp. 259-269.
- HÉRITIER Stéphane (2006), « Espaces urbanisés et parcs nationaux : Le défi de la gestion des espaces urbanisés dans les parcs nationaux de l'Ouest canadien », *Noréis*, n° 199, 2006/2, pp. 61-76.
- HÉRITIER Stéphane et MOUMANEIX Caroline (2007), « Protection et gestion dans les parcs nationaux canadiens et états-unis. Quelques enjeux actuels », in *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 51, n° 143, 2007/9, pp. 155-176.
- LOTHIAN William F. (1976), *Histoire des parcs nationaux du Canada*, Ottawa, Parcs Canada, volume II, pp. 9-95.
- MINCA Claudio, DRAPER Dianne (1996), « Territory and Tourism: The Case of Banff National Park », in *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 87, No. 2, pp. 99-112.

FÉDÉRALISME, NATURE ET GESTION DES COMMUNAUTÉS

- MOUMANEIX Caroline (2008), « Les communautés rurales des Parcs nationaux de l'Ouest américain », in *BAGF*, 2008-3, pp. 385-398.
- MUNICIPAL AFFAIRS, Gouvernement de l'Alberta, *Les types de municipalités*,
http://municipalaffairs.gov.ab.ca/am_types_of_municipalities_in_alberta.cfm
- NATIONAL PARK SERVICE (2011), *Parks Visitation, 2009-2010*,
<http://www.nps.gov>
- OLSSON Gordon E. (2007), « National Parks », in Canada Lands Surveyor, *Property Rights and Boundary Systems on Canada Lands*, pdf en ligne
<https://www.acls-aatc.ca/en/node/104>
- PARCS CANADA (2011), *Fréquentation à Parcs Canada 2005-06 à 2009-10*, Ottawa, Parcs Canada.
- SCACE Robert C. (1982), « Banff Townsite: An Historical-Geographical View of Urban Development in a Canadian National Park », in G. Wall and J. S. Marsh, *Recreational Land Use: Perspectives on its Evolution in Canada*, Ottawa, Carleton University Press, pp. 203-219.
- STATISTIQUE CANADA (2011), Gouvernement du Canada,
<http://www.statcan.gc.ca>
- SWINNERTON Guy S. (2002), « Case Study: Banff and the Bow Valley », in P. DEARDEN and R. ROLLINS (eds.), *Parks and Protected Areas in Canada: Planning and Management*, Don Mills, Oxford University Press, pp. 240-264.
- TOWN OF BANFF (2011), Site officiel de la municipalité de Banff,
www.banff.ca